

# Lettre ouverte adressée au Directeur de l'hôpital Purpan

## **Nous n'allons pas disparaître...**

Depuis lundi 19 au soir nous occupons le pavillon Armengaud vide et abandonné de l'hôpital Purpan. Cette occupation a lieu suite à l'expulsion imminente par Habitat Toulouse, du bâtiment dans lequel nous vivons. Cette réquisition est l'unique solution que nous avons trouvée pour ne pas passer l'hiver à la rue. Les pouvoirs publics ne donnent aucune suite à nos démarches administratives pour accéder à un logement ou à un hébergement.

**Nous** sommes des familles, des personnes seul-e-s, des femmes seules avec enfants, des personnes âgées et de différentes régions du monde.

**Nous** sommes 75 personnes dont 25 enfants.

**Nous** nous sommes retrouvé-e-s ici à Toulouse pour différentes raisons : politiques, économiques, sociales ou familiales, et nous tentons simplement, comme tout le monde, de construire ou reconstruire notre projet de vie.

**Nous** sommes en formation, à la recherche d'un emploi, travailleurs et travailleuses précaires... et nos enfants sont scolarisé-e-s. Nous ne cherchons pas absolument à nous justifier, seulement, nous en avons assez d'entendre dire qu'on est des fainéant-e-s, et toutes sortes de propos racistes bourrés de préjugés.

**Nous** avons fait les démarches administratives nécessaires pour tenter d'accéder à un hébergement ou à un logement. Mais face aux critères de plus en plus stricts du marché de l'immobilier, au laissez-faire des pouvoirs publics, et au manque de places d'hébergement d'urgence, nous nous retrouvons contraint-e-s de nous mettre à l'abri dans des bâtiments vides et abandonnés, pour ne pas être à la rue et dans l'insécurité.

En tant que directeur d'un établissement de santé publique, votre fonction est de permettre à tous et toutes l'accès aux soins et à la santé. Les pouvoirs publics mènent actuellement une politique répressive, mettant des personnes dans une insécurité matérielle et sanitaire. Nous demandons à la direction de l'hôpital public de soutenir notre action : la défense de la santé commence par un accès au logement pour tous et toutes. Plutôt que de vendre des bâtiments à des promoteurs immobiliers privés, de privatiser des services, de supprimer des postes, de rendre les conditions de travail insupportables et inhumaines au point qu'il y ait eu 4 suicides chez le personnel en juin 2016, l'hôpital public se doit d'être solidaire des actions revendiquant un logement pour toutes et tous !

Ce lundi matin la préfecture enverra les forces de l'ordre pour expulser le bâtiment où nous vivons jusqu'ici. Face à cette situation d'urgence nous n'avons pas d'autre choix que d'occuper l'hôpital et nous sommes déterminé-e-s à ne pas retourner à la rue.

Depuis jeudi, la seule réponse du directeur général Mr Le Moign à notre demande de dialogue a été de renforcer la « sécurité » du bâtiment. Routes barrées, vigiles 24h/24h, barrières tout autour du pavillon. Ils nous parquent prétextant « la sécurité incendie », en réalité ils nous empêchent d'emménager. Nous n'avons pas d'autres choix que de continuer à nous installer pour ne pas être à la rue.

Au lieu de soutenir les solutions alternatives que nous sommes contraint-e-s de trouver par nous-mêmes, la seule réponse que nous avons eu jusqu'ici : la répression et les expulsions. C'est déplacer le problème. **Nous n'allons pas disparaître.**

**CONTRE LA REPRESSION, LE MEPRIS, ET L'INUJUSTICE,  
VENEZ NOMBREUS.E.S DEVANT LE PAVILLON ARMENGAUD  
LUNDI 26 SEPTEMBRE A 17H  
POUR UNE CONFERENCE DE PRESSE ET UN GOÛTER DE SOUTIEN**